



**CHRONIQUE  
TERRE À TERRE**

## Des cantines qui font école

**Hugo Beauregard-Langelier**

Chargé de programmes

UPA Développement international

Le Québec offre des programmes de distribution de berlingots de lait dans les écoles. Les régions de Labrousse et de Rivière Froide, en Haïti, proposent désormais le programme de distribution de repas à l'école, à base de produits agricoles locaux. Depuis octobre 2014, près de 250 enfants de la garderie et du primaire reçoivent un repas à chaque journée scolaire. Les mets sont préparés par des femmes, regroupées au sein d'entreprises d'économie sociale. Les aliments proviennent presque tous de producteurs locaux.

En apparence logique, surtout dans un pays où la majorité des gens vit de l'agriculture, ce type d'initiative est l'exception. La rapide période de libéralisation du commerce des produits agricoles dans les années 1990 a profondément déstabilisé le secteur en Haïti. Ce bouleversement a eu pour conséquence de rendre les produits de base locaux, tels que le riz ou le maïs, plus chers que les mêmes produits importés. Considérant que de nombreux produits d'importation sont la plupart du temps subventionnés, il n'est pas surprenant que les denrées haïtiennes ne soient pas compétitives.

Pour pallier ce déséquilibre, les groupements de femmes responsables des cantines scolaires ont conclu des ententes d'approvisionnement avec la Fédération des organisations de paysans et d'agriculteurs pour le développement économique

et social (FOPADES). La FOPADES assure une mise en marché collective du maïs et des pois cultivés par ses membres afin d'offrir un produit de qualité, en quantité suffisante et à un prix compétitif.

L'intégration de chacune des activités de cette initiative donne à la fois la possibilité d'améliorer la nutrition des enfants et de stimuler le développement économique en milieu rural. Les innovations du projet ne résident pas uniquement dans les activités terrain, mais également dans leur mode de financement. Plutôt que de diviser les ressources, UPA Développement international travaille en partenariat avec l'Association québécoise pour l'avancement des Nations unies et Agro-Paix, deux organisations non gouvernementales québécoises, dont l'implication financière dans ce projet permet de défrayer une bonne partie des coûts des repas distribués à l'école. Les bienfaits de la synergie entre ces différentes organisations illustrent l'importance de développer de nouveaux modèles de financement.

Malgré des politiques commerciales haïtiennes défavorables et un contexte économique précaire, autant au Sud qu'au Nord, l'exemple qu'offre cette démarche démontre la nécessité d'innover. Il ne reste maintenant qu'à souhaiter que les repas servis aux élèves d'aujourd'hui leur donnent une plus grande concentration pour qu'ils deviennent les initiateurs de demain.



HUGO BEAUREGARD-LANGELIER